

TABLEAU COMPARATIF

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
Code de la défense	Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure	Proposition de loi tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure
PARTIE 2	TITRE 1ER	TITRE 1ER
Régimes juridiques de défense	Dispositif de réserve de sécurité nationale	Dispositif de réserve de sécurité nationale
Livre 1 ^{er}	Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}
Régimes d'application exceptionnelle	<p>Le livre I^{er} de la deuxième partie du code de la défense est complété par un titre VII ainsi rédigé :</p> <p>« TITRE VII</p> <p>« Dispositif de réserve de sécurité nationale</p> <p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« <i>Art. L. 2171-1.</i> – En cas de survenance, sur tout ou partie du territoire national, d'une crise majeure dont l'ampleur met en péril la continuité des services de l'État, la sécurité de la population ou la capacité de survie de la Nation, le Premier ministre peut recourir au dispositif de réserve de sécurité nationale par décret.</p> <p>« Le dispositif de réserve de sécurité nationale a pour objectif de renforcer les moyens mis en oeuvre par les services de l'État, les collectivités territoriales ou par toute autre personne de droit public ou privé participant à une mission de service public.</p> <p>« Il est constitué des réservistes de la réserve opérationnelle militaire, de la réserve civile de la police nationale, de la réserve sanitaire, de la réserve civile pénitentiaire et des réserves de sécurité civile.</p> <p>« <i>Art. L. 2171-2.</i> – Le décret</p>	Sans modification

Textes en vigueur

Texte de la proposition de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

mentionné à l'article L. 2171-1 précise la durée d'emploi des réservistes, laquelle ne peut excéder trente jours consécutifs. Cette durée d'activité peut être augmentée dans des conditions et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.

« *Art. L. 2171-3.* – Les périodes d'emploi réalisées au titre du dispositif de réserve de sécurité nationale ne sont pas imputables sur le nombre annuel maximum de jours d'activité pouvant être accomplis dans le cadre de l'engagement souscrit par le réserviste.

« L'engagement du réserviste arrivant à terme avant la fin de la période d'emploi au titre de la réserve de sécurité nationale est prorogé d'office jusqu'à la fin de cette période.

« *Art. L. 2171-4.* – Lorsqu'ils exercent des activités au titre du dispositif de réserve de sécurité nationale, les réservistes demeurent, sauf dispositions contraires prévues par le présent chapitre, soumis aux dispositions législatives et réglementaires régissant leur engagement.

« *Art. L. 2171-5.* – Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un réserviste en raison des absences résultant de l'application du présent chapitre.

« Aucun établissement ou organisme de formation public ou privé ne peut prendre de mesure préjudiciable à l'accomplissement normal du cursus de formation entrepris par un étudiant ou un stagiaire en raison des absences résultant de l'application du présent chapitre.

« *Art. L. 2171-6.* – Lors du recours au dispositif de réserve de sécurité nationale, les réservistes sont tenus de rejoindre leur affectation, dans les conditions fixées par les autorités civiles ou militaires dont ils relèvent au titre de leur engagement.

« En cas de nécessité inhérente à la poursuite de la production de biens ou

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 4211-1</i> – I.-Les citoyens concourent à la défense de la nation. Ce devoir peut s'exercer par une participation à des activités militaires dans la réserve.</p> <p>II.-La réserve militaire s'inscrit dans un parcours citoyen qui débute avec l'enseignement de défense et qui se poursuit avec la participation au recensement, l'appel de préparation à la défense, la période militaire d'initiation ou de perfectionnement à la défense nationale et le volontariat. Ce parcours continu permet à tout Français et à toute Française d'exercer son droit à contribuer à la défense de la nation.</p> <p>III.-La réserve militaire a pour objet de renforcer les capacités des forces armées dont elle est une des composantes pour la protection du territoire national, comme dans le cadre des opérations extérieures, d'entretenir l'esprit de défense et de contribuer au maintien du lien entre la nation et ses forces armées. Elle est constituée :</p> <p>1° D'une réserve opérationnelle comprenant :</p> <p>a) Les volontaires qui ont souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle auprès de l'autorité militaire ;</p> <p>b) Les anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité ;</p> <p>2° D'une réserve citoyenne comprenant les volontaires agréés mentionnés à l'article L. 4241-2.</p>	<p>de services ou à la continuité du service public, les réservistes employés par un opérateur public ou privé mentionné aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 peuvent être déchargés de ces obligations.</p> <p>« Les conditions de convocation des réservistes sont fixées par décret en Conseil d'État. Ce décret détermine notamment le délai minimum de préavis de convocation.</p> <p>« <i>Art. L. 2171-7.</i> – Un décret en Conseil d'État détermine les conditions d'application du présent chapitre. »</p> <p style="text-align: center;">Article 2</p> <p>Après l'article L. 4211-1 du même code, il est inséré un article L. 4211-1-1 ainsi rédigé :</p>	<p style="text-align: center;">Article 2</p> <p style="text-align: center;">Sans modification</p>

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>IV.-Les réservistes et leurs associations, les associations d'anciens militaires ainsi que les associations dont les activités contribuent à la promotion de la défense nationale constituent les relais essentiels du renforcement du lien entre la nation et ses forces armées. Ils ont droit à sa reconnaissance pour leur engagement à son service et peuvent bénéficier de son soutien.</p> <p>A l'égard des associations, cette reconnaissance peut s'exprimer par l'attribution de la qualité de " partenaire de la réserve citoyenne " pour une durée déterminée.</p> <p>L'entreprise ou l'organisme qui a favorisé la mise en oeuvre des dispositions du présent livre, notamment en signant une convention avec le ministre de la défense, peut se voir attribuer la qualité de " partenaire de la défense nationale ".</p>	<p>« Art. L. 4211-1-1. - Les membres de la réserve opérationnelle militaire font partie du dispositif de réserve de sécurité nationale mentionné à l'article L. 2171-1 dont l'objectif est de renforcer les moyens mis en oeuvre par les services de l'État, les collectivités territoriales ou par toute autre personne de droit public ou privé participant à une mission de service public en cas de survenance sur tout ou partie du territoire national d'une crise majeure. »</p>	
	<p>TITRE II</p>	<p>TITRE II</p>
	<p>Des entreprises employant des réservistes</p>	<p>Des entreprises employant des réservistes</p>
	<p>CHAPITRE 1^{ER}</p>	<p>CHAPITRE 1^{ER}</p>
<p>Code général des impôts</p>	<p>Extension du dispositif mécénat aux entreprises qui mettent à disposition des réserves des salariés pendant les heures de travail</p>	<p>Extension du dispositif mécénat aux entreprises qui mettent à disposition des réserves des salariés pendant les heures de travail</p>
	<p>Article 3</p>	<p>Article 3</p>
<p><i>Art. 238 bis – 1.</i> Ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 60 % de leur montant les versements, pris dans la</p>		

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires, effectués par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au profit :</p> <p>a) D'oeuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises, notamment quand ces versements sont faits au bénéfice d'une fondation universitaire, d'une fondation partenariale mentionnées respectivement aux articles L. 719-12 et L. 719-13 du code de l'éducation ou d'une fondation d'entreprise, même si cette dernière porte le nom de l'entreprise fondatrice. Ces dispositions s'appliquent même si le nom de l'entreprise versante est associé aux opérations réalisées par ces organismes ;</p> <p>(...)</p>	<p>À la première phrase du <i>a</i> du 1 de l'article 238 <i>bis</i> du code général des impôts, après les mots : « d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant », sont insérés les mots : « à la défense et à la sécurité nationale, ».</p>	<p><i>Supprimé</i></p>
<p><i>Art. 575</i> – Les tabacs manufacturés vendus dans les départements de la France continentale et les tabacs ainsi que le papier à rouler les cigarettes qui y sont importés sont soumis à un droit de consommation.</p> <p>Le droit de consommation sur les cigarettes comporte une part spécifique par unité de produit et une part proportionnelle au prix de détail. Toutefois, pour les cigarettes de la classe de prix de référence, le montant du droit de consommation est déterminé globalement en appliquant le taux normal de ce droit, prévu à l'article 575 A, à leur prix de vente au détail.</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>Incidences sur les recettes de l'État et compensation</p> <p>Article 4</p> <p>Les pertes de recettes résultant pour l'État de l'application des dispositions ci-dessus sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>Incidences sur les recettes de l'État et compensation</p> <p>Article 4</p> <p><i>Supprimé</i></p>

Textes en vigueur

La classe de prix de référence correspond au prix moyen pondéré de vente au détail exprimé pour mille cigarettes et arrondi à la demi-dizaine d'euros immédiatement supérieure.

Le prix moyen pondéré de vente au détail est calculé en fonction de la valeur totale de l'ensemble des cigarettes mises à la consommation, basée sur le prix de vente au détail toutes taxes comprises, divisée par la quantité totale de cigarettes mises à la consommation.

Le prix moyen pondéré de vente au détail et la classe de prix de référence sont établis au plus tard le 31 janvier de chaque année, sur la base des données concernant toutes les mises à la consommation effectuées l'année civile précédente, par arrêté du ministre chargé du budget.

La part spécifique est égale à 9 % de la charge fiscale totale afférente aux cigarettes de la classe de prix de référence et comprenant le droit de consommation et la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour les cigarettes de la classe de prix de référence, la part proportionnelle est réputée égale à la différence entre le montant total du droit de consommation et la part spécifique définie ci-dessus. Le rapport entre cette part proportionnelle et le prix de vente au détail de ces cigarettes constitue le taux de base.

Pour les autres cigarettes, la part proportionnelle est déterminée en appliquant le taux de base à leur prix de vente au détail.

Le montant du droit de consommation applicable aux cigarettes ne peut être inférieur à un minimum de perception fixé par 1 000 unités, majoré de 10 % pour les cigarettes dont le prix de vente est inférieur à 94 % de la classe de prix de référence.

Les tabacs manufacturés autres que les cigarettes sont soumis à un taux normal applicable à leur prix de vente au détail, sous réserve d'un minimum de perception fixé par mille unités ou par

Texte de la proposition de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique														
<p>mille grammes.</p> <p>Lorsque le prix de vente au détail homologué des cigarettes ou des tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes est inférieur, respectivement, à 95 % et 97 % du prix moyen de ces produits constaté par le dernier arrêté de prix, le montant des minimums de perception prévu à l'article 575 A peut être relevé par arrêté du ministre chargé du budget, dans la limite de 25 %.</p> <p>Lorsque la classe de prix de référence est inférieure de plus de 3 % à la moyenne des prix homologués, le pourcentage de 94 % mentionné au sixième alinéa peut être augmenté jusqu'à 110 % au titre de l'année en cours par arrêté du ministre chargé du budget.</p> <p><i>Art. 575 A</i> – Pour les différents groupes de produits définis à l'article 575, le taux normal est fixé conformément au tableau ci-après :</p> <table data-bbox="130 1115 584 1406"><thead><tr><th>GROUPE DE PRODUITS /</th><th>TAUX NORMAL</th></tr></thead><tbody><tr><td>Cigarettes :</td><td>64,25 %</td></tr><tr><td>Cigares :</td><td>27,57 %</td></tr><tr><td>Tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes :</td><td>58,57 % L & gt ;</td></tr><tr><td>Autres tabacs à fumer :</td><td>52,42 %</td></tr><tr><td>Tabacs à priser :</td><td>45,57 %</td></tr><tr><td>Tabacs à mâcher :</td><td>32,17 %</td></tr></tbody></table> <p>Le minimum de perception mentionné à l'article 575 est fixé à 173 € pour les cigarettes.</p> <p>Il est fixé à 105 € pour les tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes, à 60 euros pour les autres tabacs à fumer et à 89 euros pour les cigares.</p>	GROUPE DE PRODUITS /	TAUX NORMAL	Cigarettes :	64,25 %	Cigares :	27,57 %	Tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes :	58,57 % L & gt ;	Autres tabacs à fumer :	52,42 %	Tabacs à priser :	45,57 %	Tabacs à mâcher :	32,17 %		
GROUPE DE PRODUITS /	TAUX NORMAL															
Cigarettes :	64,25 %															
Cigares :	27,57 %															
Tabacs fine coupe destinés à rouler les cigarettes :	58,57 % L & gt ;															
Autres tabacs à fumer :	52,42 %															
Tabacs à priser :	45,57 %															
Tabacs à mâcher :	32,17 %															

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code de la défense</p>		<p>TITRE III</p>
<p>PARTIE 2</p> <p>Régimes juridiques de défense</p>		<p>Du service de sécurité nationale</p>
<p>Livre 1^{er}</p>		<p><i>Article additionnel après l'article 4</i></p>
<p>Régimes d'application exceptionnelle</p>		<p><i>Les dispositions du titre V du livre 1er de la partie II du code de la défense sont remplacées par les dispositions suivantes :</i></p>
<p>TITRE V</p>		<p>« TITRE V</p>
<p>Service de défense</p>		<p>« Service de sécurité nationale</p>
<p>CHAPITRE UNIQUE</p>		<p>« CHAPITRE UNIQUE</p>
<p><i>Art. L. 2151-1 – Le service de défense est destiné à assurer la continuité de l'action du Gouvernement, des directions et services de l'Etat, des collectivités territoriales, et des organismes qui leur sont rattachés, ainsi que des entreprises et établissements dont les activités contribuent à la défense, à la sécurité et à l'intégrité du territoire, de même qu'à la sécurité et la vie de la population.</i></p>		<p><i>« Art. L. 2151-1 - Le service de sécurité nationale est destiné à assurer la continuité de l'action de l'Etat, des collectivités territoriales, et des organismes qui leur sont rattachés, ainsi que des entreprises et établissements dont les activités contribuent à la sécurité nationale.</i></p>
<p>Les catégories d'activités mentionnées au précédent alinéa sont précisées par décret.</p>		<p><i>« Le service de sécurité nationale est applicable au personnel, visé par un plan de continuité ou de rétablissement d'activité, d'un des opérateurs publics et privés ou des gestionnaires d'établissements désignés par l'autorité administrative conformément aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du présent code.</i></p>
<p>Dans les circonstances prévues à l'article L. 1111-2, le recours au service de défense est décidé par décret en conseil des ministres.</p>		<p><i>« Seules les personnes majeures de nationalité française, ressortissantes de l'Union européenne, sans nationalité ou bénéficiant du droit d'asile peuvent être soumises aux obligations du service de sécurité nationale.</i></p>
<p><i>Art. L. 2151-2 – Les obligations du service de défense s'appliquent aux</i></p>		<p><i>« Art. L. 2151-2 - Dans les circonstances prévues aux articles L.</i></p>

Textes en vigueur

personnes âgées de dix-huit ans au moins, de nationalité française, sans nationalité ou bénéficiant du droit d'asile, ainsi qu'éventuellement aux ressortissants de l'Union européenne exerçant une des activités figurant au décret prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2151-1, à l'exception de celles qui ont reçu l'ordre de rejoindre leur affectation militaire ou civile.

Art. L. 2151-3 – Les employeurs des personnes mentionnées à l'article L. 2151-2 sont tenus de notifier à leur personnel, au moment du recrutement, qu'il est placé sous le régime du service de défense.

Art. L. 2151-4 – Lors de la mise en oeuvre du service de défense, les affectés collectifs de défense sont maintenus dans leur emploi habituel ou tenus de le rejoindre, s'ils ne sont pas appelés au titre de la réserve pour les besoins des forces armées.

Art. L. 2151-5 – Lors de la mise en oeuvre du service de défense, les affectés collectifs de défense continuent d'être soumis aux règles de discipline et aux sanctions fixées par les statuts ou les règlements intérieurs de leur organisme d'emploi.

Art. L. 2151-6 – Les modalités d'application des dispositions du présent titre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Texte de la proposition de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

1111-2 et L. 2171-1 du présent code ou à l'article 1er de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955, le recours au service de sécurité nationale est décidé par décret en Conseil des ministres.

« *Art. L. 2151-3* - Lors du recours au service de sécurité nationale, les personnes placées sous ce régime sont maintenues dans leur emploi habituel ou tenues de le rejoindre.

« *Elles continuent d'être soumises aux règles de discipline et aux sanctions fixées par les statuts ou les règlements intérieurs de leur organisme d'emploi.*

« *Art. L. 2151-4* - Les employeurs mentionnés au deuxième alinéa de l'article L.2151-1 sont tenus d'élaborer des plans de continuité ou de rétablissement d'activité et de notifier aux personnes concernées qu'elles sont susceptibles d'être placées sous le régime du service de sécurité nationale.

« *Art. L. 2151-5* - Les modalités d'application des dispositions du présent titre sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. »